

04-2018

Rédacteur : Christine BESNARD-LOPORTO Bogotá, le 1^{er} février 2018

Pays andins et Cuba : brèves n°04 de la semaine du 26 janvier au 1er février 2018

(Avec la contribution des Services économiques de la région)

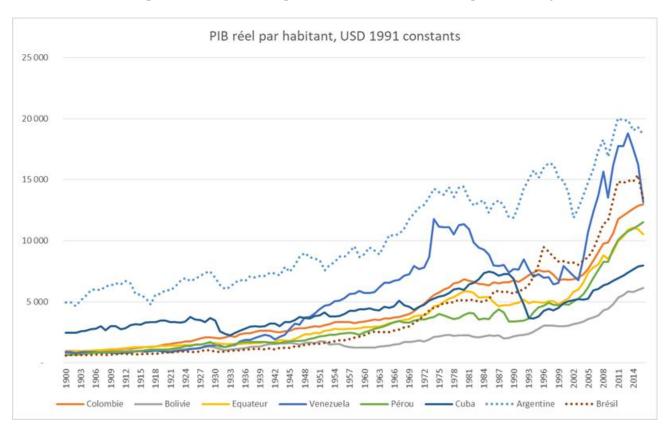
REGION

Hausse de 8,5% des remises de travailleurs à l'étranger vers l'Amérique latine et les Caraïbes en 2017. Ces remises ont atteint 75 Mds USD l'année dernière, mais représentent une part du PIB très hétérogène selon les pays (de 0,1% pour le Brésil à 33,6% pour Haïti).

Pays	Remises 2017 (MUSD)	Var. en g.a. (%)	Part du PIB (%)
Bolivie	1 278	+6%	3,6%
Colombie	5 579	+15%	1,9%
Equateur	2 721	+5%	2,8%
Pérou	3 061	+6%	1,6%
Amérique Latine	75 052	+8,5%	1,9%
& Caraïbes			
Brésil	2 285	-3%	0,1%
Mexique	28 630	6%	2,7%

Source: banques centrales

La Colombie et le Pérou, principaux gagnants de la croissance depuis 1900 dans la région. Une actualisation du Projet Maddison (du nom d'Angus Maddison, économiste britannique célèbre pour sa mesure de la croissance mondiale sur temps long) permet de mesurer l'évolution du PIB réel par habitant (en USD constants 1991) des principaux pays de la région de 1900 à 2016. Selon ce critère, la Colombie et le Pérou affichent la croissance par habitant à la fois la plus soutenue et la moins erratique dans la région.



La richesse des pays de la circonscription majoritairement tirée par leur capital naturel. La Banque mondiale a procédé à la troisième actualisation de son rapport sur l'évolution de la richesse des nations, fondée sur une valorisation de l'ensemble des capitaux (productif, naturel et humain) des différents pays, mesurés par habitant. La plupart des pays de la circonscription tirent proportionnellement l'essentiel de cette richesse de leur capital naturel, à l'exception de la Colombie et de l'Equateur (capital humain) et du Venezuela (capital productif, mais traduisant en partie l'exploitation du capital en hydrocarbures du pays.)

Pays	Capital total	Dont	Dont naturel	Dont humain	Actifs étrangers
		productif			nets
Bolivie	49 235	6 626	17 527	24 805	277
Colombie	129 289	27 857	15 932	87 674	-2 175
Equateur	102 451	20 469	30 007	52 696	-721
Guyana	69 971	12 353	39 620	21 801	-3 803
Pérou	81 931	19 522	24 914	39 502	-2 007
Suriname	161 691	46 402	86 572	30 782	-2 066
Venezuela	162 560	70 151	38 151	49 332	4 926
Amérique Latine & Caraïbes	138 294	32 569	25 347	82 750	-2 372
Argentine	126 516	37 869	16 185	71 429	1 033
Brésil	188 883	32 067	36 978	123 696	-3 859

Source : Banque mondiale, données en USD / hab. ; données inexistantes pour Cuba (non-membre de la Banque mondiale)

BOLIVIE

La Bolivie enregistre à nouveau un déficit commercial en 2017. D'après l'Institut bolivien du commerce extérieur (IBCE), le déficit commercial bolivien a atteint 1,3 Md USD en 2017 (+1,2% par rapport à 2016), soit un niveau à peu près équivalent à celui de 2016. Les exportations ont augmenté de 10,5% (8 Mds USD) avec comme principaux clients le Brésil (18%), l'Argentine (16%) et les Etats-Unis (8%). D'autre part, les importations ont enregistré une hausse de 9,1% (9,3 Mds USD) avec comme principaux fournisseurs la Chine (22%), le Brésil (17%) et l'Argentine (12%).

Le gouvernement approuve la souscription du prêt de 396 MUSD pour la construction de l'usine sidérurgique du Mutún. 22 mois après la signature du contrat de construction avec l'entreprise chinoise Sinosteel Equipment, le gouvernement bolivien a approuvé le prêt qui financera 85% de la construction, l'exécution et la mise en service de l'usine sidérurgique (les 15% restants seront financés par l'Etat bolivien). Le crédit sera garanti par la banque chinoise Eximbank, avec un taux d'intérêt préférentiel de 3% sur 15 ans. Cette usine – dont la production sera de 400 000 tonnes par an et approvisionnera 35% du marché local pendant ses premières cinq années de fonctionnement – constitue un projet emblématique pour le développement du secteur industriel en Bolivie.

COLOMBIE

Ultime baisse des taux d'intérêt ? De façon inattendue, la Banque centrale a procédé à une baisse de 25 points de base du taux directeur, à 4,5% (4 votes en faveur d'une baisse, 3 pour un maintien). A l'issue de la réunion du Conseil ayant abouti à cette décision, le ministre des finances a déclaré que « en l'état actuel des informations disponibles, il n'existe plus de marge pour une baisse des taux, au moins à l'horizon d'un semestre. »

Le taux de chômage en légère hausse en 2017 à fin 2017 atteint 8,6%. Sur l'ensemble de l'année, il s'est élevé en moyenne à 9,4%, contre 9,2% en 2016. En revanche, la situation en fin de période (mois de décembre) s'est légèrement améliorée (8,6% contre 8,7% fin 2016). Ce chiffre recouvre cependant de fortes disparités selon les localités, avec un taux de chômage moyen au dernier trimestre 2017 allant de 7% à Carthagène ou Santa Marta à 14,2% à Quibdo et 14% à Cúcuta.

Première émission obligataire souveraine à très long terme. Alors que la maturité maximale des obligations souveraines colombiennes était jusqu'à présent de 17 ans, les autorités ont procédé à l'émission d'une obligation à échéance 2049 (pour l'équivalent de 1 Md USD en UVR, au taux annuel de 3,77%, soit 15 p.b. de plus que l'actuelle échéance la plus longue, à 2035). Cette émission à très long terme (qui a enregistré une demande 2,3 fois supérieure à l'offre) pourrait en annoncer d'autres, afin, selon le ministre des finances, « de permettre le financement de l'épargne-retraite et des assurances » et de « limiter le risque de refinancement ».

Banco Colpatria acquiert les activités de détail de Citibank. La filiale colombienne de Nova Scotia et son partenaire Mercantil Colpatria acquièrent ainsi les activités destinées aux particuliers et aux PME de Citibank, avec notamment l'objectif de faire de Banco Colpatria le leader du marché sur les activités de cartes de crédit.

EQUATEUR

Nouvelle émission obligataire. L'Equateur a placé sur les marchés financiers internationaux des bons souverains d'une valeur de 3 mds USD à échéance 2028 à un taux d'intérêt de 7,87%. Il s'agit de la première émission de l'année (la deuxième sous le gouvernement Moreno) et la plus importante depuis le retour de l'Equateur sur les marchés financiers en 2014.

Première vente « **spot** » **de l'année.** L'Equateur a réalisé une vente « spot » de 360 000 barils de pétrole de type « Oriente » à la société espagnole Repsol, avec une pénalité de 0,18 centimes de dollar par baril. Le prix de référence était de 64,50 USD par baril. Il s'agit de la deuxième opération sous cette modalité réalisée par le gouvernement du président Moreno. Jusqu'à présent, l'Equateur privilégiait les ventes anticipées de pétrole.

Nouveaux investissements directs étrangers. Le gouvernement a signé 12 contrats d'investissement d'un montant global de 567 MUSD, pour des investissements dans l'agro-industrie, l'énergie, les mines et les chantiers navals. En 2017, les IDE en Equateur n'ont représenté que 633 MUSD selon la Banque centrale.

PEROU

Le Pérou se classe au 3ème rang mondial pour la croissance de ses exportations en 2017. Selon le ministère du commerce extérieur, les exportations péruviennes ont augmenté de 22,7% en 2017 avec un montant de 44 Mds USD. Seuls l'Indonésie (+ 25%) et le Vietnam (+ 30%) auraient enregistré des taux de croissance supérieurs. En 2016, les exportations péruviennes n'avaient cru que 1,3% après 3 années de baisse. Si les prix des matières premières (mines, pétrole, gaz) ont beaucoup joué dans ce résultat, on note aussi l'évolution positive des exportations non traditionnelles (produits agricoles et de la pêche) qui totalisent 12 Mds USD (+10%). En 2017, la progression des importations qui est de 9,8% est donc largement plus faible que celle des exportations.

Petroperú souscrit un prêt de 1,3 Md USD pour la modernisation de la raffinerie de Talara. L'entreprise pétrolière nationale a souscrit ce prêt auprès de 7 banques – Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, BNP Paribas Fortis, Citibank, Deustche Bank, HSBC Securities USA, JP Morgan Chase Bank y Banco Santander – avec la garantie de la Compagnie espagnole de crédit à l'exportation (Cesce). Afin de compléter le financement total du projet (5,4 Mds USD), Petroperú a émis des obligations pour 2 Mds en 2017 et envisage une nouvelle émission pour 1 Md USD en 2019. Les 1,1 Md restants seront financés par les revenus de l'entreprise (839 M USD) ainsi que par l'Etat (315 M USD).

VENEZUELA

Le gouvernement supprime le taux de change préférentiel Dipro. Il sera remplacé par le nouveau Dicom, taux de change officiel et unique, dont la valeur sera déterminée à chaque mise aux enchères des devises. Avant son élimination, le taux de change Dipro permettait d'obtenir des dollars à des conditions très avantageuses (1 USD: 10 VEF) dans le but de financer les importations publiques d'aliments, de médicaments et de matières

premières industrielles. Bien qu'allant dans le sens d'une unification souhaitable des différents régimes de change, cette décision devrait à court terme se traduire par une nouvelle flambée des prix, dans une situation déjà hyper-inflationniste (pour mémoire, inflation estimée à 2617% en 2017).

Les services du FMI prévoient une récession plus profonde en 2018. Le PIB devrait reculer de 15% sur un an, après une baisse de 12% en 2017, soit une réduction de moitié de la richesse nationale depuis 2013. Le pays restera sur le sentier de l'hyperinflation, avec une hausse générale des prix de 13 000% en 2018. Nombre d'analystes considèrent toutefois d'ores et déjà cette prévision d'inflation comme très optimiste.

Les exportations pétrolières vers les Etats-Unis continuent de diminuer. Elles s'élèvent à seulement 376 000 b/j en moyenne en janvier 2018, soit leur plus bas niveau depuis 1988.

Laurent CHARPIN Chef du service économique régional de Bogotá